

G20: des promesses à coup de milliards de dollars

DÉCRYPTAGE

Six experts analysent les décisions adoptées dans les domaines clés.

[22 réactions](#)

Recueilli par NICOLAS CORI et VITTORIO DE FILIPPIS

Faut-il croire sur parole Nicolas Sarkozy quand il promet que le G20 est une première étape vers la «*refondation du capitalisme*»? A lire le communiqué, ses 9 pages assorties de 29 points, on se rend compte que tous les dossiers n'ont pas été traités de la même façon. D'un côté, on annonce un déversement de milliards au FMI, avec des chiffres précis, de l'autre, les gouvernements sont incapables de décréter des limites simples aux rémunérations des banquiers ou des traders. Renvoyant le sujet aux conseils d'administration des banques. Dont on a vu qu'ils n'étaient pas les partisans les plus convaincus de la modération salariale appliquée aux patrons... Mais réussir, à Londres, ville symbole du capitalisme financier, à imposer des limites, même mesurées, au capitalisme financier n'est-il pas déjà un exploit ?

Pour les experts interrogés par *Libération*, un sentiment domine. Qui pourrait se résumer par une expression : «Oui, mais...» Oui, le G20 a permis d'avancer sur bon nombre de dossiers. Mais il aurait pu faire encore mieux. Et tout reste maintenant à faire pour que les engagements du 2 avril 2009 ne restent pas des promesses.

FMI: «C'est le grand gagnant du G20»

Par Jérôme Sgard (Ceri Sciences Po)

LA DÉCISION. Plus de 1 000 milliards de dollars vont être alloués au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale (BM).

LE DÉCRYPTAGE. «Le FMI est bien le grand gagnant de la réunion du G20 à Londres. Echouant à coordonner leurs politiques budgétaires, les participants se sont tournés vers les institutions multilatérales. Ils ont pu offrir aux opinions publiques ce qu'ils leur avaient promis : des gros chiffres et une série de réformes de structure. Donc, d'un côté, le FMI se voit allouer près de trois quarts des moyens financiers annoncés. Ce n'est pas du tout négligeable. Jusqu'à présent, seuls quelques pays de petite taille ont fait appel à lui - Islande, Hongrie, Ukraine, etc. Mais le risque est que de plus gros clients se présentent. Donc, on fait dans la préventif. L'exemple a été donné par le Mexique, membre du G20, qui a reçu hier une ligne de crédit de 47 milliards... C'est un vrai changement de stratégie, pour lequel le FMI militait depuis longtemps.

«Sur le plan institutionnel, on n'a pas affaire à un "nouveau Bretton Woods". Plutôt à une série de décisions qui, réunies, changent assez nettement le profil de l'institution. Le FMI va ainsi pouvoir mettre en place un système de "clignotants", permettant de signaler des politiques économiques à risque, appelant corrections. Il va devenir une sorte d'agence de notation. Il va aussi satelliser le nouveau Conseil de stabilité financière, lancé hier. Et donc

étendre son mandat dans un champ majeur de coopération internationale. Le Fonds pourra aussi s'endetter directement sur les marchés, chose exclue depuis toujours. Reste, enfin, le renforcement de sa gouvernance politique. Après l'avoir doté de ressources et de responsabilités nouvelles, les grands de ce monde ont jugé utile de renforcer leur propre contrôle sur son action. C'était le prix à payer pour gagner le gros lot. Dernière conséquence, l'intérêt pour un pays d'avoir un droit de vote au FMI augmente. Ceci explique (sans doute) le report à 2011 de toute réforme des quotas. C'est le passage humoristique du communiqué de Londres.»

Paradis fiscaux: «nous allons revivre la mascarade des listes noires"»

Par Jean de Maillard, magistrat spécialiste de la criminalité financière

LA DÉCISION. «*L'ère du secret bancaire est révolue.*» Dans la foulée, le G20 s'engage à ce que soient publiées par l'OCDE deux listes : une grise pour les paradis fiscaux sur le point de mettre fin au secret bancaire. Et une noire pour les pays non coopératifs.

LE DÉCRYPTAGE. «*"Une femme ne peut pas être seulement un tout petit peu enceinte."* Cette phrase n'est pas de moi, mais d'un ancien directeur du FBI à propos de la criminalité organisée. Le premier sentiment que donne la décision du G20, c'est justement de faire les choses à moitié. On peut avoir deux attitudes face aux paradis fiscaux. La première : agir en terme de morale. La seconde : en terme de régulation. Le G20 a manifestement choisi la première. Autrement dit, il espère que la finance internationale ne restera qu'un tout petit peu enceinte des paradis fiscaux. La meilleure preuve, c'est qu'au lieu de se donner les moyens, ou au moins l'objectif de les interdire et de les faire disparaître, le G20 ne parle que de sanctions contre ceux qui ne seraient pas coopératifs.»

«Mais voilà, quand dans les relations internationales, on parle seulement de sanctions, c'est qu'on ne souhaite pas aller plus loin. Le reste n'est qu'une posture de matamore. Aucun doute que le Delaware et la City de Londres ne seront jamais considérés comme non coopératifs... Alors que dans la réalité, le Delaware est l'un des paradis fiscaux internes aux Etats-Unis, et que la City est l'une des places financières les plus importantes et les plus opaques du monde.»

«La notion des paradis bancaires, fiscaux et judiciaires est une notion floue, à géométrie variable. On peut se contenter d'y inclure les cas les moins présentables et les moins défendables. C'est ce qui va être fait avec la prochaine liste noire de l'OCDE, ce qui voudra dire, a contrario, que les autres sont fréquentables et qu'il n'y a donc rien à dire sur eux. Nous allons revivre la mascarade des listes noires établies en 2000 par l'OCDE, le Gafi (Groupe d'action financière) et le Forum de stabilité financière qui avaient établi des listes noires dont les pays ont été pratiquement tous retirés. Pour constater quoi aujourd'hui ? Que le problème reste intégralement le même et qu'il est loin d'être réglé.»

Relance: «on peut redouter une faible efficacité»

par Benjamin Carton (économiste)

LA DÉCISION. 5 000 milliards de dollars seront déversés dans les tuyaux de l'économie mondiale d'ici 2010.

LE DÉCRYPTAGE. «Certes, la somme des 5 000 milliards de dollars qui défilait hier sur les écrans de télé paraissait gigantesque. Mais il n'y a pas de réel plan de relance, en tout cas

rien de nouveau à Londres. Les pays présents au G20 avaient tous décidé, en amont, de leur plan de relance. Ces 5 000 milliards de dollars représentent la somme de l'ensemble des plans nationaux. Et il faut bien comprendre qu'on agrège des mesures de relance différentes. Par exemple, en France, les aides au secteur automobile sont comptées dans ce chiffre. Mais ce ne sont là que des prêts ou des garanties. Sur la question de la relance, le G20 affiche une position plus politique qu'une mesure réelle de relance mondiale. Il y a à la fois des dépenses publiques, qui sont strictement de la relance, et des mesures de baisse des impôts qui, elles, ne se traduisent pas automatiquement par la consommation des ménages.

«Des pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou le Japon, qui souhaitaient une relance internationale et une coordination de tous les pays, ont deux caractéristiques. Ils ont des systèmes sociaux qui ne fonctionnent pas comme des amortisseurs en cas de récession. Autrement dit, les personnes qui perdent leur emploi bénéficient dans ces pays de faibles revenus de substitution. Par ailleurs, ce sont des pays où le taux de croissance a fortement chuté ces six derniers mois.

«On peut donc redouter que l'efficacité des annonces du G20 sur la relance mondiale soit faible, tant cette année qu'en 2010. Pourquoi ? Parce que les mesures s'intéressent plus à la stabilité financière pour les vingt prochaines années. L'objet du G20 n'est pas de créer des emplois à court terme, mais de réformer la finance mondiale pour éviter qu'une crise analogue se reproduise au cours des dix ou vingt prochaines années. Mais surtout, il y a les oubliés, les populations qui seront les plus touchées par la crise mondiale. Il s'agit d'une grande partie des pays émergents et des pays les plus pauvres.»

Rémunération des traders: «doucement mais on avance»

Par Gunther Capelle-Blancard (CAE)

LA DÉCISION. Lier les bonus des traders aux performances de leur société, prendre en compte le risque qu'ils font peser, et soumettre leur attribution à une autorité de surveillance. Le G20 se fonde sur une charte publiée hier par le Forum de stabilité financière (FSF).

LE DÉCRYPTAGE. «On avance doucement sur le sujet, mais on avance. Les recommandations du FSF disent clairement qu'il faut en finir avec le court termisme en matière de rémunération, que la performance doit être ajustée au risque pris, et que les bonus doivent être symétriques. Il ne faut plus que, pour les traders, cela soit : "Face je gagne, pile la banque perd." Le FSF rejoint ainsi les travaux que nous avons fait au Conseil d'analyse économique [CAE, *ndlr*], et certaines positions sont intéressantes. Notamment de considérer les bonus non comme une question de morale, mais de bonne gestion. Les autorités prudentielles doivent avoir des informations sur les systèmes de rémunération des traders car cela influe sur la solvabilité des établissements financiers. Et la question est sensible. Ainsi, en France, la Banque de France, et l'Autorité des marchés se heurtent à un manque de données. A l'inverse des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, où on connaît au moins les montants globaux distribués, le sujet est tabou dans l'Hexagone. Et les banques ne communiquent aucun chiffre. Tout n'est cependant pas parfait dans les recommandations du FSF. Elles vont se heurter à un principe de faisabilité. Il paraît probable que cela se traduise par des codes de bonne conduite qui seront peu respectés. Ainsi, le FSF prévoit de confier aux conseils d'administration le soin de déterminer la politique de rémunération des opérateurs de marché. Mais quand on voit comment ils font aujourd'hui avec la rémunération des dirigeants, il faut vraiment être très optimiste pour penser qu'ils vont être plus pointilleux ! En revanche, cela ne me choque pas que le FSF n'ait pas traité la question en fixant des plafonnements aux bonus. Si on veut agir sur les montants distribués, il y a une arme très efficace : la fiscalité.»

Commerce international: «un engagement qui apparaît tardif»

Par Michel Rainelli (économiste)

LA DÉCISION. D'ici à 2010, 250 milliards de dollars seront consacrés à la relance du commerce international. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) devra assurer un rôle de contrôle sur les mesures commerciales prises, et éviter tout protectionnisme.

LE DÉCRYPTAGE. «Ce qui est frappant, c'est le fait que le G20 réaffirme l'engagement pris en novembre, à Washington. A l'époque, il s'agissait de dire haut et fort qu'en pleine crise économique et financière, personne n'adopterait de mesures commerciales protectionnistes. Mais il faut noter que cet engagement ne tiendra que jusqu'à la fin 2010. Depuis Washington, 17 des 20 pays présents à Londres ont déjà eu recours au protectionnisme. Les Etats-Unis n'ont pas vraiment renoncé au fameux *buy america*, qui, en clair, favorise, y compris via des mesures de favoritisme envers des producteurs nationaux, une consommation locale. A Londres, nous aurions pu croire que l'ensemble des pays du G20 allaient justement remettre en cause les comportements commerciaux de ces 17 pays. Le communiqué final du G20 réaffirme la volonté d'aboutir à la conclusion du cycle de Doha pour le développement. Initié en 2001, ce cycle aurait dû être conclu en 2005. Or, depuis le mois de novembre 2008, le G20 n'a pas donné de réponses aux appels de Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, pour conclure les négociations. Cet engagement apparaît tardif. Imaginons que la situation puisse vraiment se débloquer. Cela voudrait dire que les pays les plus riches, notamment les Etats-Unis et l'Union européenne, sont d'accord pour répondre aux exigences des pays les plus pauvres ou des pays émergents. Qu'ils sont disposés, par exemple, à mettre fin aux gigantesques subventions publiques distribuées au secteur agricole. Selon les prévisions de l'OMC, le commerce devrait diminuer de 9 % cette année. Donc, les 250 milliards avancés dans le communiqué du G20 serviront à peine à compenser ce manque à gagner mondial, surtout du côté des pays du Sud.»

Hedge Funds: «on va dans la bonne direction»

Par Dominique Plihon (conseil scientifique d'Attac)

LA DÉCISION. Le G20 veut étendre la régulation et le contrôle à toutes les institutions, à tous les instruments et tous les marchés importants. Cela inclura, pour la première fois, les hedge funds (fonds spéculatifs).

LE DÉCRYPTAGE. «J'ai l'impression qu'on va dans la bonne direction. Mais je reste sur ma faim : c'est trop vague, trop flou. On évoque un enregistrement auprès des autorités, ce qui peut servir aux banques centrales en cas de crise, dans le cadre d'une gestion du risque macro-prudentiel. Mais la question qui se pose est celle de l'asphyxie pure et simple des hedge funds, ce que nous recommandons. Les hedge funds sont un business qui est extrêmement dangereux pour la collectivité. Ils font leur affaire dans leur coin et quand ils se cassent la figure, c'est toute la collectivité qui est victime. On avait déjà vu cela en 1998 avec LTCM, un fonds dont la faillite avait fait peser un risque énorme sur la place de New York. Les banques qui avaient prêté à LTCM étaient potentiellement en faillite. A la suite de cela, je me souviens que le G7 avait déjà fait une déclaration disant qu'il fallait superviser les hedge funds. Mais on le voit bien aujourd'hui : on n'a rien fait. Ce sont encore les prêts à des hedge funds qui ont coulé Lehman Brothers ou Bear Stearns. Et toutes les banques détiennent aussi leur hedge fund.

«Toute la question, c'est la nature de la régulation qu'on mettra en place. Comme les hedge funds s'adressent à des investisseurs avertis, ils n'étaient, jusqu'à présent, soumis à aucune réglementation prudentielle. Même pas un niveau minimum de fonds propres. Ce qui leur

permettait de s'endetter exagérément via des effets de levier très importants. Si on les réglemente et qu'on leur impose des limites, alors il n'y aura plus d'intérêt à faire des hedge funds. Et plus rien à contrôler. Tant mieux. Mais est-ce que la finance acceptera ? Je doute fortement que les pouvoirs publics, particulièrement en Grande-Bretagne, où l'industrie financière est puissante, aient vraiment la volonté de contrôler ces fonds.»

